

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-02-03-00002

relatif à la reprise de tirs de mines

Société SOCLI

Commune d'IZAOURT

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-4, L.181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Madame Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-69-1 du 10 mars 2003, autorisant la société SOCLI à exploiter une carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur le territoire de la commune d'IZAOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-327-7 du 22 novembre 2004, modifiant les articles 1, 25 et 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-69-1 du 10 mars 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2016-11-04-017 du 4 novembre 2016, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2003-69-1 du 10 mars 2003, autorisant la société SOCLI à exploiter une carrière de calcaire et de dolomies et une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Le Boscq » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2018-12-28-008 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2016-11-04-017 du 4 novembre 2016, autorisant la société SOCLI à exploiter une carrière de calcaire et de dolomies, et une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Le Boscq » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-01-24-0001 à l'arrêté préfectoral n°2003-69-1 du 10 mars 2003 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire par la société SOCLI sur le territoire de la commune d'IZAOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°65-2022-03-04-00001 du 4 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2022-06-07-00001 du 7 juin 2022 encadrant les travaux de purge du versant Est de la carrière, à la suite de l'accident de tir de mines du 22 février 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-07-27-00001 du 27 juillet 2022 relatif à la reprise partielle de tirs de mines ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-10-28-00001 du 28 octobre 2022 relatif à la reprise partielle de tirs de mines ;

Vu les rapports du tiers expert (SIMI France), référencés : SIMI 22-061 du 11 mars 2022, SIMI 22-204 du 16 septembre 2022 et SIMI 22-255 du 18 novembre 2022 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 13 octobre 2022 de demande de reprise des tirs de mines à la suite des travaux de purge, complété par mail du 25 janvier 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 30 janvier 2023 ;

Vu le courrier transmis, via l'application GUNenv, à l'exploitant le 31 janvier 2023 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu la réponse de l'exploitant par mail du 31 janvier 2023 ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences et notamment qu'il a procédé à l'arrêt des tirs de mines, à la sécurisation et à la restauration du versant impacté par l'accident de minage et à la tierce expertise ;

Considérant que la reprise des tirs de mines ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I. de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant les rapports SIMI 22-061 du 11 mars 2022, SIMI 22-204 du 16 septembre 2022 et SIMI 22-255 du 18 novembre 2022 du tiers expert transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées et dont il adopte les conclusions ;

Considérant que les conditions pour la reprise d'exploitation de la carrière à l'appui des mesures proposées permettent la reprise des tirs de mines pour l'exploitation de la carrière ;

Considérant qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site pour prendre en compte les nouvelles conditions d'exploitation, à proximité du versant de la carrière, suivant les propositions du tiers expert ;

Considérant que cette demande ne nécessite pas la consultation de la commission départementale de la nature, des paysages, et des sites (CDNPS) en formation spécialisée « carrière » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 : Abrogation

L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°65-2022-03-04-00001 du 4 mars 2022 est abrogé.

Article 2 :

La société SOCLI, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 2 quartier Castans à IZAOURT (65 370) et qui exploite la carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT, est autorisée à reprendre les tirs de mines, dès la notification du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions complémentaires fixées à l'article 3 ci-dessous.

Article 3 : Microminage

Au point « *Méthode* » du paragraphe « *Exploitation-extraction* » de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2016-11-04-017 du 4 novembre 2016 modifiant l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003-69-1 du 10 mars 2003 modifié est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'exploitation du gisement sur les dix derniers mètres de la banquette en exploitation pris horizontalement depuis la crête du versant Est de la carrière, l'exploitant doit respecter les dispositions minimales suivantes :

- la hauteur des fronts d'abattage est limitée à 2,5 mètres ;
- le microminage est réalisé exclusivement avec des explosifs de type « encartouchés » complétés par du « cordeau détonant » pour les deux rangées les plus proches du versant » ; ,
- dans cette zone, les conditions de minages sont conformes à celles proposées par le tiers expert dans ses rapports référencés SIMI 22-061, SIMI 22-204 et SIMI 22-255 ;
- un point de mesure de vibrations est mis en place côté versant, lors des tirs de mines, en vue de permettre l'évaluation par une personne compétente dans le domaine, du risque de chutes de pierres ou de blocs ou d'éboulements rocheux dans ce secteur. Les tirs de mines sont adaptés aux résultats des mesures et des conclusions de l'évaluation du risque. Ces éléments sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection ;
- préalablement aux tirs, l'exploitant s'assure de l'absence d'instabilité dans le versant et de l'intégrité des filets pare-blocs ;

- l'exploitant prend les mesures nécessaires à la protection des biens et des personnes, notamment pour les résidences et la circulation routière présents en contrebas du versant de la carrière. Le cas échéant, les mesures de restriction de la circulation sont prises en accord avec le(s) gestionnaire(s) de la voirie.

Article 4 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 3 du présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée dans la mairie d'Izaourt et peut y être consultée ;
Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie d'Izaourt pendant une durée minimum d'un mois ;
le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune et envoyé à la préfecture – pôle environnement – ;
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délai et voie de recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 – Cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télécours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181.50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur de la DREAL Occitanie,
- Mme La maire de Izaourt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

Pour notification à :


- M. le directeur d'usine « SOCLI »

Pour information à :

- Mme la sous-préfète de Bagnères-de-Bigorre

Fait à Tarbes, le **- 3 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN